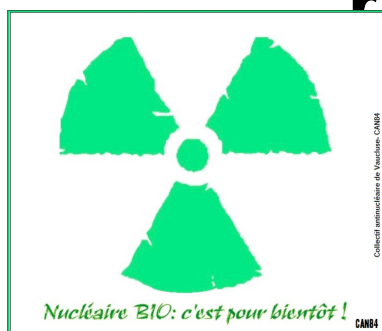


<https://www.pressegauche.org/Les-Canadiens-doivent-etre-consultes-sur-la-reforme-de-la-politique-cadre-sur>
[ur](https://www.pressegauche.org/Les-Canadiens-doivent-etre-consultes-sur-la-reforme-de-la-politique-cadre-sur)



Les Canadiens doivent être consultés sur la réforme de la politique-cadre sur les déchets radioactifs



- Politique canadienne - Environnement -
Date de mise en ligne : mardi 13 octobre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le 8 octobre 2020 Montréal. Le Ralliement contre la pollution radioactive (RCPR) et plusieurs organismes et groupes alliés du Canada anglais demandent au premier ministre Justin Trudeau et au ministre O'Regan que le gouvernement consulte la population canadienne sur la réforme imminente de sa politique-cadre en matière de déchets radioactifs.

Une équipe multinationale d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a recommandé l'an dernier que le Canada améliore sa politique actuelle de gestion des déchets radioactifs et qu'il se donne une stratégie nationale à ce sujet.

C'est dans ce contexte que des représentants du Nouveau-Brunswick, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et d'organisations nationales ont mis sur pied un Comité d'orientation de la politique-cadre sur les déchets radioactifs. Ce comité représente un large éventail de la population canadienne et il mise sur des dizaines d'années d'expérience en matière de déchets radioactifs au Canada. Le comité a écrit des lettres au premier ministre du Canada et au ministre des Ressources naturelles que nous vous invitons à lire (lettres jointes à ce courriel).

Une centaine de groupes de la société civile ont aussi écrit au ministre des Ressources naturelles pour réclamer une politique nationale sur les déchets radioactifs.

Des femmes dirigeantes actives dans des milieux communautaires et autochtones, en sciences, médecine, droit et protection de l'environnement ont écrit au Conseil du Trésor pour que le Canada réduise sa production de déchets radioactifs comme il en a l'obligation et pour qu'il cesse de miser sur les petits réacteurs nucléaires modulaires

Une pétition adressée à la Chambre des Communes est en cours et voici le lien pour la consulter et la signer : <https://petitions.noscommunes.ca/fr/Petition/Details?Petition=e-2849>

Il y a aussi un blog très intéressant de la Fondation Sierra Club Canada qui explique pourquoi les petits réacteurs modulaires ne sont pas un bon moyen de lutter contre le réchauffement climatique : <https://www.sierraclub.ca/en/blog-new-nuclear-not-part-of-path-to-net-zero>.

Le Canada dévoilera bientôt ses budgets pour lutter contre le réchauffement climatique. Malheureusement, l'énergie nucléaire en fera partie sous la forme des petits réacteurs modulaires nucléaires alors qu'il y a au Canada des millions de tonnes de déchets radioactifs pour lesquels nous n'avons aucune solution concrète. L'industrie nucléaire a trop d'influence sur le gouvernement fédéral. Invoquer le réchauffement climatique pour instaurer des petits réacteurs nucléaires polluants pour l'environnement est une abomination, car même s'il n'y a pas d'émissions de CO2 pendant leur exploitation, ils utilisent et génèrent du plutonium, un déchet radioactif qui pourrait facilement être utilisé pour fabriquer des armes nucléaires.

L'électricité que pourraient produire les petits réacteurs nucléaires modulaires sera trop coûteuse par rapport aux technologies solaires et éoliennes combinées à des super-batteries, par rapport à l'hydro-électricité et par rapport aux technologies de l'hydrogène. La mise en service des petits réacteurs est prévue pour 2030, alors qu'il sera déjà trop tard pour lutter contre le réchauffement climatique. Qui éliminera les déchets de ces réacteurs alors qu'il n'y a même pas de site actuel pour entreposer les déchets radioactifs de moyenne et de forte activité ? Imaginez le gros problème qu'on aurait sur les bras.

Les Canadiens doivent être consultés sur la réforme de la politique-cadre sur les déchets radioactifs

Le ministère des Ressources naturelles est en conflit d'intérêts puisqu'il a comme mission de développer l'industrie nucléaire. Il faudrait plutôt que plusieurs ministères participent à l'élaboration de la nouvelle politique-cadre sur les déchets radioactifs, de concert avec une sérieuse consultation des représentants du public qui connaissent bien la problématique nucléaire au Canada.

Nous vous invitons donc à prendre connaissance de ce dossier. Nous suggérons aux citoyennes et citoyens d'écrire des lettres aux décideurs et de faire valoir leur opinion sur ce dossier. Il est nécessaire de partager les informations pour lutter contre le problème de la pollution radioactive. C'est pourquoi nous continuerons à vous informer régulièrement du dossier et des démarches qui sont entreprises car l'information que vous publiez est primordiale pour nous. Nous vous remercions.

Ginette Charbonneau, physicienne
Gilles Provost, journaliste scientifique
porte-paroles du Ralliement contre la pollution radioactive